



Afrique	AFRIQUE DU SUD A Robben Island, le football était synonyme de liberté	2010.07.09
Afrique	Bénin Le ministre de l'intérieur et de la Sécurité limogé	2010.07.08
Afrique	Guinée Sékouba Konaté a menacé de démissionner	2010.07.08
Afrique	Environnement Ouest et Centre Les pluies font 42 morts	2010.07.08
Afrique	UEMOA La centrale des incidents de paiement de l'UEMOA officiellement lancée à Lomé	2010.07.08
Afrique	UEMOA Un dispositif contre de faux chèques et cartes bancaires au sein de L'UEMOA	2010.07.09
Afrique	UEMOA réunion des acteurs du secteur financier sur leur rôle dans la croissance	2010.07.09
Europe	FRANCE • Les médias mettent la pression	2010.07.09
Coopération	L'UE intéressée par la situation politique intérieure du Togo	2010.07.08
Coopération	Dialogue Togo-UE Elections locales, l'un des principaux sujets débattus	2010.07.08
Coopération	Togo-UE « Convergence de vue », selon Pascal Bodjona	2010.07.09
Diaspora	Journées de réflexion et de mobilisation en Caroline du Nord aux Etats-Unis	2010.07.09
Diaspora	Togo le rêve de la paix	2010.07.09
Diplomatie	Le lien du sang	2010.07.09
Enseignement	Togo La France appuie la refondation du système éducatif avec un million d'euros	2010.07.04
Politique	Togo Gilchrist Olympio est totalement perdu, on ne peut plus le sauver	2010.07.09
Politique	G. OLYMPIO : « Les intérêts égoïstes d'une minorité d'individus »	2010.07.09
Politique	Togo Et si le régime Faure s'inspirait de l'exemple français ?	2010.07.09
Publicité	Ces multinationales du Sud qui jouent dans la cour des grands au Mondial 2010	2010.07.09
Sports	MONDIAL 2010 • C'est l'Afrique qui a gagné	2010.07.09

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

The New York Times Afrique AFRIQUE DU SUD A Robben Island, le football était synonyme de liberté

Pendant le régime d'apartheid, les prisonniers de Robben Island avaient créé une équipe de football. Elle avait pour capitaine un certain Jacob Zuma. Un rugueux défenseur qui est devenu le président de l'Afrique du Sud. Sans le ballon rond, les compagnons d'infortunes de Nelson Mandela auraient eu bien du mal à tenir le coup. Et à changer l'histoire.

09.07.2010 | Jere Longman | [The New York Times](#)



© Corbis D'anciens prisonniers politiques se souviennent de leurs parties de football à la prison de Robben Island

Sedick Isaacs s'approche de la célèbre prison, aujourd'hui fermée et balayée par le vent. Il frappe la porte avec le heurtoir. La première fois qu'il était venu ici, le 1er décembre 1964, le voyage n'avait pas été aussi plaisant. A l'époque, il avait été enchaîné et jeté à l'arrière d'un camion où il avait été abandonné pendant 13 jours. "Quand vous arriviez ici, vous n'étiez plus un être humain, vous étiez une chose", explique-t-il. Un des moyens qui a permis aux prisonniers politiques enfermés ici de garder leur humanité pendant les années de l'apartheid, a été de former une ligue de football, la Makana Football Association. Fonctionnant entre 1969 et 1991, l'organisation est sortie de l'ombre à l'occasion de la Coupe du monde d'Afrique du Sud.

Le football a été une source de réconfort pour les prisonniers épuisés de casser de cailloux toute la journée. Il a rendu leur dignité à ces hommes qui subissaient mauvais traitement sur humiliation, fouilles au corps et repas de soupe claire assaisonnée aux vers et aux fientes d'oiseaux. Il a offert un moyen de résistance, une organisation et une unité aux chefs de partis politiques rivaux - le Congrès National Africain (ANC) et le Congrès panafricain (PAC) - qui ont trouvé dans ce sport le moyen de créer des liens et d'organiser leur opposition au régime d'apartheid. Jacob Zuma, aujourd'hui président d'Afrique du Sud, était capitaine du club des Rangers. Solide défenseur, il officiait aussi en tant qu'arbitre. Dikgang Moseneke, deuxième plus haut magistrat de la Cour constitutionnelle d'Afrique du Sud, a été l'artisan et le président de la ligue tandis

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

qu'un autre joueur, Steve Tshwete, est devenu le premier ministre des sports du pays après l'apartheid.

"Ces hommes étaient convaincus qu'ils vivraient un jour dans une Afrique du Sud libre", explique Chuck Korr, professeur honoraire d'histoire à l'université de Saint Louis, dans le Missouri, et co-auteur d'un ouvrage sur la ligue de football intitulé *More than a Game* [Plus qu'un jeu, éd. Collins].

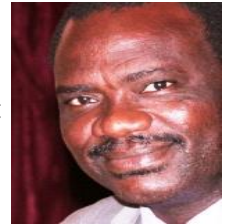
"Ils avaient toutes les raisons de croire que si ce n'était pas eux qui le faisaient, ce serait des gens comme eux qui devraient former la base de l'administration, déclare Chuck Korr. Il existe ce cliché du sport comme école de la vie. Non, le sport ne vous apprend pas à vivre, mais en l'occurrence, si". Nelson Mandela, l'ancien président sud-africain qui a passé 18 de ses 27 ans d'incarcération sur Robben island, était maintenu à l'isolement et interdit de football. Dans les années 70, les responsables du pénitencier firent même ériger un mur afin d'empêcher les prisonniers placés à l'isolement de seulement regarder les matches, ajoute Chuck Korr. Au bout du compte, c'est pourtant en bonne partie grâce à l'autorité morale de Mandela que le pays a obtenu d'organiser cette Coupe du monde 2010.

"L'Afrique du Sud ne serait pas libre si des générations d'hommes n'avaient pas vécu ce qu'ils ont vécu à Robben island. Je connais très peu de prisonniers qui pensent qu'ils auraient quitté cette île dans le même état s'il n'y avait pas eu le football. On peut dire que c'est grâce à la Mankana F.A que nous avons pu accueillir la Coupe du monde", affirme poursuit Chuck Korr. Robben island se situe à sept kilomètres au large du Cap, prise entre les courants froids et dangereux de l'océan Atlantique. Table Mountain est visible depuis les deux terrains de football de l'ancienne prison. La vue était aussi magnifique que séduisante pour les prisonniers reclus ici. Un dimanche après-midi, Sedick Isaacs, visite la prison en compagnie d'un journaliste et d'un photographe, comme cela lui arrive parfois. Il s'amuse de voir les touristes payer pour entrer dans un endroit qu'il a si désespérément tenté de fuir pendant plus de dix ans. "Ironique, n'est-ce pas ?" A 70 ans, cet homme dégingandé, le cheveux en bataille, ne ressemble plus guère au prisonnier politique, matricule 883/64, reconnu coupable de fabrication d'explosifs.

Ce scientifique possède un doctorat en épidémiologie et est le président pour la région Afrique d'une association appliquant des modèles mathématiques, statistiques et informatiques aux problèmes de santé. Sedick Isaacs est pourtant plus connu comme étant l'ancien directeur de l'unité sport et divertissement de la prison de l'île de Robben. C'est en partie grâce à lui que les détenus ont pu jouer au football, au rugby, au tennis et même organiser leur propre version des jeux olympiques. "Le football a sauvé bon nombre d'entre nous, reconnaît Lizo Sitoto, emprisonné sur l'île de Robben entre 1963 et 1978. Quand vous jouez comme ça dehors, vous vous sentez aussi libre que si vous étiez à la maison".

limogé

jeudi, 08 juillet 2010 19:56 savoirnews - Le ministre béninois de l'Intérieur, Armand Zinzindohoué (**en photo**), a été relevé de ses fonctions, a rapporté l'agence Xinhua citant un communiqué du gouvernement réuni en conseil des ministres.



Selon le communiqué, cette décision a été prise par le chef de l'Etat béninois, Boni Yayi, qui reproche à son ministre de l'Intérieur d'avoir favorisé les activités d'une structure de placement d'argent non agréée qui a collecté des milliards de F. cfa auprès du public, contre promesse de taux d'intérêt atteignant les 200 % par an. Elle n'a pas été en mesure d'honorer ses engagements.

Cette structure, qui a pris la forme d'une organisation non gouvernementale, s'est révélée comme une "entreprise d'escroquerie", selon certaines déclarations faites récemment sur les antennes de la télévision par le ministre béninois des Finances, Idriss Daouda.

Selon plusieurs quotidiens parus ce jeudi, le ministre de l'Intérieur révoqué aurait mis à la disposition de certains responsables de la structure, des éléments de la police nationale pour assurer leur sécurité. Il aurait même accordé à l'un d'eux un permis de port d'arme.

L'activité de placement d'argent est règlementée au sein de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) dont le Bénin est membre.

Cependant, plusieurs structures opèrent dans ce secteur sans agrément. Le gouvernement a ordonné leur fermeture immédiate. Il a fait geler leur comptes ouverts dans les banques et placé certains de leurs responsables sous surveillance policière.

rfi Afrique Guinée Sékouba Konaté a menacé de démissionner



Jeudi, 08 Juillet 2010 - La Guinée a connu ce mardi 6 juillet 2010 un long après-midi. Le président de la transition Sékouba Konaté a d'abord menacé de démissionner suite à des accusations lancées par Sidya Touré et des insultes lancées par des militants de son parti, l'UFR. Après plusieurs visites au domicile du général Konaté, dont celle de Sidya Touré lui-même, il semble cependant que l'incident soit clos. Coup de théâtre mardi, dans l'après-midi : devant les représentants des institutions, le général Sékouba Konaté menace de démissionner. Il se dit « beaucoup touché » et « peiné » par les accusations de Sidya Touré, ainsi que par les insultes lancées par certains de ses militants lors de la manifestation de lundi.

Les appels n'ont pas tardé. Appel tout d'abord des hauts responsables de l'armée, qui lui demandent de rester. Appel des représentants des institutions qui se sont concertés et sont venus autour du Premier ministre, Jean-Marie Doré, trouver Sékouba Konaté chez lui.

La liste des visiteurs de ce mardi soir est d'ailleurs longue. Selon nos informations, Cellou Dalein Diallo et Alpha Condé sont également venus rencontrer le président de la transition. Des diplomates, des chefs religieux ont fait le déplacement.

Sidya Touré lui-même est venu s'entretenir avec Sékouba Konaté. Certaines sources affirment qu'il a présenté des excuses. L'intéressé dément : « il n'y a pas eu d'excuses, affirme l'ancien Premier ministre. Je n'ai fait qu'expliquer les raisons de la manifestation de lundi. »

L'incident semble en tout cas clos. « J'ai compris » aurait indiqué Sékouba Konaté comme pour dire que la page était tournée.

RFI

Afrique Environnement Ouest et Centre Les pluies font 42 morts

Dakar - Pana 08/07/2010 - Les fortes pluies qui se sont abattues au mois de juin sur l'Afrique de l'ouest et du centre ont fait 42 morts et plus de 35.000 sinistrés, a annoncé le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA, sigle anglais), dans son bulletin d'information humanitaire transmis à la PANA.

Selon ce bulletin, qui couvre la période du 5 juin au 7 juillet, "le mois de juin a été marqué par le début de la saison pluvieuse dans plusieurs pays de la région. De fortes pluies ont provoqué de graves inondations, notamment en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Liberia, au Niger et au Togo".

"L'Afrique de l'ouest et du centre a enregistré plus de 35.200 personnes affectées et 42 décès, le Ghana étant le pays le plus affecté avec plus de 25.000 personnes touchées et 31 morts", rapporte le document qui signale également huit morts en Côte d'Ivoire et trois au Togo, en plus des 10.000 personnes touchées par les inondations au Liberia.

En 2009, rappelle-t-on, près de 800.000 personnes victimes d'inondations ont été répertoriées dans la région.

Pour OCHA, ce fléau naturel, récurrent en Afrique de l'ouest, "vient aggraver la situation des populations vulnérables dont certaines font déjà face à une situation alimentaire difficile".

"Ainsi, les Nations Unies et les ONG ont multiplié leurs efforts pour mobiliser des ressources additionnelles nécessaires à la réponse aux besoins des 10 millions de personnes vulnérables à la crise alimentaire dans le Sahel", indique le document.

Il note que 7,1 millions de personnes au Niger et près de 1,6 million au Tchad sont en situation d'insécurité alimentaire et souligne que "les groupes pastoraux sont parmi les populations les plus vulnérables particulièrement au Niger, au Mali et au Tchad".

Le bulletin relève par ailleurs que des fonds sont également nécessaires pour le Mali, le Burkina Faso et le nord du Nigeria qui connaissent aussi une crise alimentaire grave.

Aussi, ajoute-t-il, plus de 369.711 personnes affectées par l'insécurité alimentaire en Mauritanie, dont 143.595 en insécurité alimentaire sévère.

SAVOIR NEWS Afrique UEMOA La centrale des incidents de paiement de l'UEMOA officiellement lancée à Lomé

jeudi, 08 juillet 2010 15:56 savoirnews - La centrale des incidents de paiement de l'Union économique et monétaire ouest africaine (CIP-UEMOA), base de données régionales mise en place par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a été officiellement lancée jeudi à Lomé, a constaté l'Agence Savoir News.

Le lancement des activités de ladite Centrale s'est déroulé dans un grand hôtel de Lomé en présence de plusieurs responsables et directeurs d'établissements bancaires venus des pays de l'espace de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA).

La CIP-UEMOA permet de centraliser et de diffuser des informations sur les incidents qui surviennent à l'occasion des paiements par chèques, cartes bancaires, billets à ordre et lettres de change dans les états membres de l'UEMOA.

Le président de la Fédération des associations professionnelles des banques et établissements financiers de l'UEMOA, Zakari Darou-Salim, a, au cours du lancement de cet Outil, invité les principaux acteurs du monde bancaire, à tout mettre en œuvre pour sa réussite.

"Il nous revient de poursuivre du côté de la banque centrale, les actions nécessaires de manière à donner à cet instrument, toute sa place dans le renforcement de la confiance des usagers à l'égard des moyens de paiement structuraux", a souligné M, Zakari.

Selon lui, "il est donc vitale que l'ensemble des établissements de crédit prennent des dispositions nécessaires pour poursuivre les déclarations de comptes, des instituts de carte des incidences de paiement".

La CIP-UEMOA reste accessible à tout acteur économique à travers trois modes pour vérifier la régularité d'un chèque ou d'une carte bancaire dans le cadre des transactions par serveur vocal, Internet et SMS.

Comme avantage, la CIP-UEMAO dispose la liste des personnes physiques et morales frappées de l'interdiction d'émettre des chèques ordinaires et d'utiliser des cartes de paiement interbancaires.

Cette interdiction découle notamment de l'émission d'un chèque sans provision ou de sanction prononcée par le Tribunal à la suite de la commission d'autres infractions telles que l'usage d'un chèque volé, la contrefaçon ou la falsification d'instruments de paiement.

Attention: la CIP-UEMOA ne donne pas d'informations sur le solde du compte de l'émetteur d'un chèque, mais elle permet de s'assurer de la régularité du chèque.

Lambert ATISSO



Afrique UEMOA Un dispositif contre de faux chèques et cartes bancaires au sein de L'UEMOA

vendredi 9 juillet 2010 - Près de 116 directeurs généraux de banque et établissement financier de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) ont lancé, jeudi à Lomé, les activités d'une Centrale des incidents de paiement (CIP-UEMOA) devant mettre fin à la circulation de faux chèques dans cet espace, a constaté l'Agence Xinhua.

Il s'agit d'un dispositif de contrôle mis en place par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO), qui émet le franc CFA, avec les banques et établissements financiers de cette Union de huit pays.

La CIP-UEMOA fournit un ensemble d'informations permettant de vérifier la régularité des chèques et cartes bancaires et de savoir si le détenteur n'est pas sous le coup d'une interdiction bancaire ou n'a pas commis une infraction en matière d'utilisation des chèques.

En l'interrogeant, les populations ou commerces pourront vérifier la régularité du chèque et détecter les délinquants financiers utilisateurs de chèques sans provision, volés ou égarés.

Des sources de la direction générale de la Stabilité financière de la BCEAO, beaucoup de chèques sans provision sont émis dans les pays de L'UEMOA. Egalement, des chèques volés ou perdus sont utilisés par des délinquants financiers dans les commerces qui terminent par exiger des chèques certifiés pour être sûrs de pouvoir rentrer dans leurs fonds.

Déjà le 20 mai dernier, des instances financières de la zone CFA ont signé, dans la capitale togolaise, un protocole de création d'un Comité de stabilité financière (CSF-UMOA) qui devra prévenir la propagation aux pays de cette zone d'éventuelle crises financières. **Xinhua**



Afrique UEMOA réunion des acteurs du secteur financier sur leur rôle dans la croissance

Quelque 116 directeurs généraux de banque et établissement financier de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), se réunissent depuis jeudi à Lomé pour examiner l'orientation de leur secteur et leur rôle dans la croissance économique au sein de cette Union.

La réunion aborde le financement de l'économie, la transparence et la rationalisation des conditions des banques et aussi l'organisation du marché interbancaire régional dans L'UEMOA qui regroupe huit pays ayant en commun le franc CFA.

Selon Philippe-Henri Dacoury-Tabley, gouverneur de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), l'inflation reste maîtrisée et ressortirait à 1,7% en glissement annuel à fin juin 2010 dans L'UEMOA, pendant que les dernières estimations situent le taux de croissance à 3,6% contre une réalisation de 2,8 en 2009.

Il y aurait eu une progression mais ce taux "reste encore très faible et nous ne pouvons pas nous en satisfaire", a relevé le gouverneur de la BCEAO.

"Ces évolutions ont permis à la Banque centrale de poursuivre une politique monétaire souple de nature à assurer les conditions d'un financement, mais un financement accru et sain de l'activité économique", a-t-il rappelé.

M. Dacoury-Tabley a expliqué que ces signes de reprise doivent inciter à axer davantage les efforts à mieux valoriser les sources internes de croissance pour consolider les bases de la croissance économique dans cette Union.

Il a, en outre, souligné l'urgence de réfléchir sur les moyens d'accroître le financement des investissements notamment dans les secteurs porteurs de croissance et en décupler des retombées sur le niveau de vie de nos populations.

Pour Adji Ayassor, ministre togolais de l'Economie et des Finances, la rencontre de Lomé est un cadre unique de concertation qui illustre la capacité des acteurs de L'UEMOA à se mettre ensemble pour rechercher les réponses aux défis du développement qui interpellent les huit Etats membres.

« Les pays de l'Union sont à un tournant décisif de leur histoire », a-t-il relevé, ajoutant que cinq décennies après les indépendances, l'ensemble des acteurs, pouvoirs publics et secteur privé, « doivent, aujourd'hui plus que jamais, réexaminer les voies et moyens de renforcer l'efficacité de leurs actions, dans le but de créer le cercle vertueux d'une croissance économique soutenue et d'une consolidation des progrès sociaux ».

L'UEMOA regroupe le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Niger, le Mali, le Sénégal et le Togo. **XINHUA**

LE TEMPS Europe FRANCE • Les médias mettent la pression

Jour après jour, la presse et les sites d'information ne relâchent pas la pression sur le président Nicolas Sarkozy et le ministre du Travail Eric Woerth. Au risque d'en faire trop ? Le quotidien suisse Le Temps a interviewé journalistes et spécialistes des médias pour décrypter ce "changement de ton des médias".

09.07.2010 | Angélique Mounier-Kuhn | [Le Temps](#)

Deux scènes. La première se déroule sous les lambris élyséens, le 8 janvier 2008. Nicolas Sarkozy présente ses vœux à 600 journalistes. Le président, élu huit mois auparavant, tacle les uns et les autres - "votre vie politique a commencé il y a huit mois, avec moi", à une journaliste de France 24 - et incendie Laurent Joffrin. Le directeur de *Libération* a osé lui demander s'il avait instauré "une forme de pouvoir personnel pour ne pas dire une monarchie élective". "Monsieur Joffrin, un homme comme vous ! Dire une aussi grosse bêtise!", riposte le président. Le parterre de journalistes éclate d'un rire complaisant. Et bien peu confraternel.

Juin 2010, Toronto, le G20 s'achève. Au centre de presse, Nicolas Sarkozy se félicite d'avoir fait valoir les positions françaises auprès de ses pairs. Un journaliste de France 2 pose l'une des premières questions: le chef de l'Etat accorde-t-il encore sa confiance à Eric Woerth, le ministre du Travail cerné par les révélations médiatiques? Hors sujet. Nicolas Sarkozy tempête, sermonne à nouveau la presse et ses méthodes de travail. Cette fois, les journalistes ne rigolent plus. Au contraire, ça persifle à voix basse dans les travées.

2008-2010. On a dit hier que Nicolas Sarkozy avait "la main sur les médias". On a lu qu'il avait "les patrons de presse dans sa poche" et "les journalistes à sa botte". On constate aujourd'hui pourtant que le pilonnage de scoops a déjà éjecté deux secrétaires d'Etat, Alain Joyandet et Christian Blanc, du gouvernement. Et que chaque jour, la République tremble un peu plus. D'après *Libération* [6 juillet], "Sarkozy perd les commandes". Lundi, il a nommé Rémy Pflimlin, "un profil consensuel" à la présidence de France Télévisions, plutôt que son favori Alexandre Bompard, le jeune patron d'Europe 1, un ancien directeur de cabinet du premier ministre François Fillon "étiqueté UMP". Dans le tohu-bohu actuel, il fallait coûte que coûte écarter tout nouveau "soupçon d'affairisme", affirme le quotidien. "On ne peut pas dire qu'entre Nicolas Sarkozy et les médias, le rapport de force s'est inversé", estime Claude Angeli, le rédacteur en chef du *Canard enchaîné*, qui revendique la publication de "sept affaires" ces dernières semaines. "Ce qui a changé, c'est le ton, dans les radios et les éditoriaux, poursuit-il. Les jugements sur le président sont plus sévères. On remarque même un certain manque de respect pour la fonction présidentielle. Le politiquement correct a reculé, et les journalistes se lâchent." Et s'ils se lâchent, avance Frédéric Gimello-Mesplomb, maître de conférence à Sciences Po et spécialiste des médias, c'est parce que "depuis deux ans, le pouvoir n'a cessé de soumettre les journalistes à sa communication. Après les excès, nous assistons à un retour de pendule." "Nicolas Sarkozy pensait pouvoir entretenir un rapport direct avec les Français en se servant des médias comme interface. Il a échoué", ajoute Frédéric Maillard, conseiller en communication. Preuve, poursuit le spécialiste, que contrairement à ce qu'ont affirmé ses contempteurs, le chef de l'Etat n'a jamais "verrouillé les médias". "Ou alors, s'il a tenté de le faire, l'effort a été sacrément contre-productif." Même s'il les a probablement fascinés un temps, les journalistes l'ont attaqué dès les premières heures de son élection, sur la fameuse soirée au Fouquet's par exemple.

La déferlante actuelle de polémiques évoque à Jean-Marie Charon, sociologue des médias, les années 1980-90, où le journalisme d'investigation avait porté au grand jour quantité d'affaires que l'on disait alors

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

"politico-judiciaires". "Cette époque s'est conclue sur une overdose de l'opinion et des dérapages assez importants, comme l'affaire de Toulouse [en 2003, la presse avait élucubré sur un réseau masochiste dans la ville rose, lié au meurtrier Patrice Alègre]", rappelle le sociologue. Laminé par ses excès, la crise de la presse et le tempo infernal de la communication sarkozienne, le journalisme d'investigation est dorénavant en train de se "reconstruire", avance Jean-Marie Charon, "notamment sur Internet" [et, entre autres, sur Mediapart, le site d'information lancé par Edwy Plenel, ancien directeur de la rédaction du Monde] : "Dorénavant, on découvre les affaires au rythme du Web." "Bonne nouvelle pour la démocratie", selon Frédéric Gimello-Mesplomb, ce rythme endiablé est redouté par certains. Dimanche, dans une tribune du *Monde*, Simone Veil et Michel Rocard se posaient en autorités morales pour dénoncer "la broyeuse populiste" et crier "Halte au feu!". "Une imbécillité", rétorque Claude Angeli, selon lequel il n'y a pas "de chasse à l'homme". "Attention à ne pas aller droit à l'excès, met cependant en garde Jean-Marie Charon. Nous sommes à un tournant. Les médias ne sont pas loin de l'esprit de rattrapage, si ce n'est de revanche."



Coopération L'UE intéressée par la situation politique intérieure du Togo

Jeudi 8 juillet 2010 - La rencontre périodique des membres du gouvernement togolais et des diplomates de l'Union européenne (UE) dans ce pays a débattu, jeudi, de la situation politique intérieure du Togo et des questions relatives aux élections, a constaté l'Agence Xinhua dans la capitale togolaise.



Patrick SPIRLET, le chef de la délégation de l'UE

Cette rencontre, qui inscrite dans le dialogue politique permanent entre le Togo et l'UE a abordé notamment la nécessité du suivi des recommandations de la mission d'observation de l'UE à la présidentielle du 4 mars dernier, l'appui à l'organisation des élections locales et à la Commission Vérité Justice Réconciliation.

Patrick SPIRLET, le chef de la délégation de l'UE, a fait état de discussions franches et directes sur des sujets qui ont touché même les questions des droits de l'Homme. Les travaux se sont déroulés dans une « atmosphère constructive et nous allons continuer à travailler dans ce cadre », a ajouté le diplomate de l'UE.

Pascal BODJONA, ministre de l'Administration territoriale et Porte-parole du gouvernement, a indiqué « pertinentes » les recommandations de la mission d'observation de l'UE, annonçant la volonté du gouvernement à les faire aboutir. Le gouvernement compte sur « l'appui et l'accompagnement technique et financier » de l'Union européenne pour l'organisation prochaine des élections locales qui pourront tenir en 2010 ou 2011, a précisé le ministre BODJONA.

La rencontre de jeudi succède à une précédente tenue en mars et qui avait servi, aux deux parties, de cadre d'échange des analyses et informations sur le processus électoral et le scrutin présidentiel du 4 mars.

L'Union européenne est le principal partenaire financier du Togo. Elle a contribué au processus électoral de mars dernier à travers un «Projet d'Appui aux Processus Electoraux (PAPE) » d'un montant de 9 millions d'Euro et un appui à la sécurisation des élections de 3,5 millions d'Euro. **XINHUA**

Coopération Dialogue Togo-UE Elections locales, l'un des principaux sujets débattus



jeudi, 08 juillet 2010 20:40 savoirnews - La tenue des élections locales est l'un des principaux abordés jeudi lors de la rencontre entre l'Union européenne et des ministres du gouvernement togolais. C'est la première fois que des diplomates européens rencontrent des membres du nouveau gouvernement.

Plusieurs sujets ont été abordés notamment les prochaines élections locales et les recommandations formulées par la mission d'observation de l'UE lors de la présidentielle du 4 mars dernier.

"Les discussions se sont déroulées dans une atmosphère constructive. Nous allons continuer à travailler ensemble dans ce cadre", a déclaré Patrick Spirlet (**en photo**), le chef de la délégation de l'UE au Togo.

Abordant le sujet lié aux recommandations de la mission d'observation de l'UE, M.Spirlet a estimé qu'il est "important" de tirer leçons des expériences passées.

"Nous devons voir comment mettre en œuvre les recommandations de la mission d'observation de l'UE, comment les évaluer (...)", a-t-il souligné.

Pascal Bodjona, le ministre de l'administration et porte-parole du gouvernement s'est pour sa part "félicité de la convergence sur certains points dans le cadre de l'amélioration des processus électoraux à venir".

"La démocratie est une conquête permanente. Nous avons eu une mission d'observation de l'UE qui a produit un rapport avec des recommandations pertinentes. Nous sommes engagés à travailler avec la représentation européenne au Togo, et voir dans quelle mesure très rapidement, certaines recommandations pertinentes pouvaient être mises en œuvre", a-t-il souligné.

Selon M.Bodjona, les deux parties se sont largement penchées sur l'organisation des élections locales.

"Je pense que sur ce point, nous sommes en phase avec l'UE dans la mesure où nous pensons que l'engagement du chef de l'Etat et également celui du Premier ministre devraient permettre d'organiser les élections locales en 2010 ou au plus tard début 2011", a-t-il précisé.

Edem Etonam EKUE



Coopération Togo-UE « Convergence de vue », selon Pascal Bodjona



Publié le 08/07/2010 - La 9e session du dialogue politique entre

l'Union européenne (UE) et le gouvernement togolais s'est déroulée jeudi à Lomé. Au menu, le suivi des recommandations de la mission d'observation électorale de l'UE, les élections locales et la Commission « Vérité, Justice et Réconciliation ». « Nous avons pu discuter de façon franche et directe de tous les sujets de préoccupation partagée, notamment le programme du nouveau gouvernement, les enjeux à venir pour le Togo, les leçons à tirer des processus électoraux, comment préparer les nouveaux... nous avons aussi discuté des questions de droits de l'homme, tout cela dans une atmosphère constructive », a déclaré Patrick Spirlet, l'ambassadeur de la Commission de l'UE au Togo. « Il y a convergence de points de vue sur des sujets abordés », souligne Pascal Bodjona, le ministre de l'Administration territoriale. Participaient aux discussions le ministre des Affaires étrangères, Elliot Ohin et plusieurs membres du gouvernement ainsi que les ambassadeurs européens en poste au Togo.

Republicoftogo.com : Quels ont été les points précis évoqués lors de la rencontre ?

Pascal Bodjona : Je voudrais d'abord me féliciter de la convergence de vue entre le gouvernement et l'Union européenne sur certains points essentiels dans le cadre de l'amélioration des processus électoraux à venir. Nous sommes en train de tirer les leçons des processus antérieurs. Nous avons vu eu une mission d'observation de l'Union européenne qui a publié un rapport avec des recommandations pertinentes que nous souhaitons traduire en actes, en collaboration avec la représentation de l'UE auprès du Togo. Nos échanges ont également porté sur l'organisation des élections locales. Sur ce point nous sommes en phase avec l'Union européenne dans la mesure où le président de la République et le Premier ministre sont déterminés à organiser le scrutin dans le courant de cette année ou au plus tard au début de 2011. Sur cet aspect, l'appui technique et financier de l'UE, resteront nécessaires.

Republicoftogo.com : Les recommandations de la mission électorale de l'UE sont nombreuses. Vous envisagez de les mettre toutes en œuvre ?

Pascal Bodjona : Je rappelle qu'il s'agit de recommandations. Parmi celles-ci, certaines ont déjà été proposées par le gouvernement. L'effet recherché à travers ces recommandations est d'améliorer le processus électoral. Il y a par exemple la nécessité de revisiter le Code électoral qui contient aujourd'hui certaines incohérences du fait des modifications successives qui ont été apportées. Il y a aussi cette recommandation de la Mission relative à l'élargissement du Cadre permanent de dialogue et de concertation (CPDC) pour que les réformes institutionnelles et constitutionnelles puissent être conduites dans un esprit de large consensus. Souvenez-vous que lorsqu'il a été question de respecter l'esprit et la lettre de l'élargissement de ce Cadre, il y a eu des incompréhensions politiques. Aujourd'hui il importe de trouver l'équilibre nécessaire. Il y a aussi cette recommandation qui préconise la mise en place d'une Céni (Commission électorale nationale indépendante, ndlr) technique avec un secrétariat exécutif appuyé par des experts internationaux.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Republicoftogo.com : Il y a le CPDC et il y le Comité de suivi mis en place après la formation du gouvernement comprenant des ministres UFC. Tout cela semble un peu confus.

Pascal Bodjona : Il n'y a pas de confusion possible.

L'accord entre l'UFC et le RPT qui a conduit à la mise en place d'un Comité de suivi est un mécanisme qui a un but précis lié à la mise en œuvre des engagements pris par les deux partis pour amorcer, dans un délai de six mois, un certain nombre d'actions.

Mais les grands axes des réformes constitutionnelles et institutionnelles concernent tous les togolais, tous les partis politiques et éventuellement la presse sont de la compétence du CPDC.

Mais je dois préciser qu'aucune structure ne pourra se substituer à l'Assemblée nationale.

Toutes les réformes qui seront engagées seront ensuite adoptées par le Parlement.



Diaspora Journées de réflexion et de mobilisation en Caroline du Nord aux Etats-Unis

Vendredi, 09 Juillet 2010 04:29 - Les ressortissants des pays d'Afrique francophone résidant aux États-Unis et CMAF-Togo en collaboration avec la Plateforme Panafricaine et MOLITO à Paris organisent une journée de réflexion sur les 50 années de relations entre la France et l'Afrique à l'occasion du 14 Juillet 2010. Voici en effet 50 ans que nos pays d'Afrique ont obtenu leur indépendance de la France. Longtemps après ces événements qui devaient marquer la libération totale du continent noir, la métropole d'en tant a développé une nouvelle relation appelée Francafrique avec tous les malheurs dont nous sommes d'éternelles victimes. Aujourd'hui l'heure de la grande mobilisation pour la libération totale du continent Africain a sonnée. Ne rater pas ce rendez-vous historique.

Lieu: Marriott Hotel Downtown Greensboro, 304 N. Greene Street, Greensboro, NC 27401

Date: Samedi 17 Juillet 2010

Heure: 10h00 – 13h00 Eastern Time (Heure de New York et Washington, DC)

Grace a Time Warner Cable, la rencontre sera retransmission en direct sur le site internet

<http://www.cmaftogo.com> pour les compatriotes de par le monde qui ne pourrons pas faire le déplacement de Greensboro partir de 14h00 T.U. ou 16h00 heure de Paris.

Programme

10:30 Exécution des hymnes nationaux

10:40 Mot de Bienvenue du Comité d'organisation

10 :50 Mot des délégations de pays représentées

11:00 : Pause vidéo

11 :15 : Mot de Bienvenue Stream live de l'Invité Surprise du FRAC (Togo)

11 :25: Intervention Stream live de la Plateforme Panafricaine depuis Paris.

11 :45 Exposé-Débat : Thème : Le Rôle de la Diaspora Africaine dans la Démocratisation des Pays Africains : cas du Togo, Gabon, Tchad, et Congo (Conférencier : Dr. Moussa Issifou)

12:45: Mot de Clôture du Comité d'organisation suivie de rafraichissement.

Note : En prélude à cet événement, une lettre officielle sera remise au Président de la République Française par le biais de la représentation diplomatique de la France à Washington le Vendredi 16 juin 2010.

Pour tout renseignement, contacter :

Issifou Moussa au 001 336 255 1870 ou Farouk Banna au 001 336 255 0107 ou par e-mail a

contact@dontvotefaire.com

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Idées et Débats Diaspora Togo le rêve de la paix

jeudi 8 juillet 2010 - Le Togo a son gouvernement « historique », celui composé exclusivement de ministres du Rassemblement du Peuple Togolais (RPT) et de l'Union des Forces du Changement (UFC). Pour son acte inaugural, ce gouvernement a augmenté les prix du carburant et a délié les démons de la contestation sociale. Trois personnes ont été tuées dans les manifestations contre cette augmentation.

Stratégie oblige, le nouveau gouvernement a choisi de commencer par le pire pour avoir la marge nécessaire, qui lui permettra de s'améliorer progressivement et de convaincre les Togolais qu'ils peuvent se fier à lui. Il faut toujours reconnaître la valeur de son interlocuteur, même quand il s'agit d'un ennemi. Les responsables et inconditionnels du Front Républicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC), qui ont décidé de lâcher M. Gilchrist Olympio pour suivre M. Jean Pierre Fabre le feront-ils, ou continueront-ils à suspecter ce gouvernement de mauvaise foi, alors qu'il n'a encore rien fait?

Maintenant que la fronde sociale a été maîtrisée, il appartient à l'alliance UFC/RPT de se mettre à l'œuvre sur les grands chantiers, qui fondent leur accord. Si l'on estime que ce gouvernement ne peut pas durer plus de deux ans et que les manœuvres des prochaines élections législatives, qui peuvent être anticipées, signeront sa fin, il n'a pas plus de six mois pour les réformes institutionnelles, dont la plus importante est la modification de la constitution pour réintroduire la limitation des mandats présidentiels.

S'il obtient cette limitation, M. Gilchrist Olympio aura démontré ainsi que le Président Faure Gnassingbé, qui a eu le courage de refaire ce que son père a défait, que non seulement, ils sont ensemble des hommes politiques, mais qu'ils sont aussi des hommes d'Etat, qui ne pensent pas qu'à eux, mais qui pensent à la pérennité de l'Etat, de la République, de la Nation.

Et s'ils arrivent à organiser ensemble une alternance pacifique, sur la base d'une véritable réconciliation et des intérêts bien compris des Togolaises et des Togolais, comme à Frédéric de KLERK et Nelson MANDELA en Afrique du Sud, le prix Nobel pourra leur être attribué. Car ils auront fait revenir le Togo de loin en transformant son destin. Ceux et celles qui depuis des années d'une manière ou d'une autre sont intervenus dans le dossier togolais savent que l'alliance UFC/RPT aujourd'hui relève d'un pari audacieux, s'il est sincère, celui de la paix, qui ne peut être gagné que par de vrais hommes, ceux que Diogène cherchait avec sa lampe, ces perles rares de l'humanité, qui se sont débarrassés de l'orgueil, du désir de violence, parfois au prix d'un long combat et d'une grande victoire sur eux-mêmes. Le prix Nobel de la paix ne peut être qu'une manière de saluer un tel cheminement, qui fait des hommes transcendant les frontières nationales, qui fait des modèles, des références pour la suite de la construction de la paix dans le monde. Puisse ce rêve être aussi le vôtre.

Publié par Dy Gilid



Diplomatie Le lien du sang



Publié le 09/07/2010 - Cinquante ans après leurs indépendances, les troupes de treize anciennes colonies françaises de l'Afrique sub-saharienne, mais pas la Côte d'Ivoire, vont participer le 14 juillet au traditionnel défilé militaire à Paris sur les Champs-Élysées.

"C'est le lien du sang que nous célébrons, le lien né de la contribution des troupes africaines à la défense et à la libération de la France", a écrit le président Nicolas Sarkozy dans un message aux participants.

"Des milliers de soldats venus d'Afrique sont morts pour la France lors des deux guerres mondiales", a rappelé le chef de l'Etat.

Les soldats africains ouvriront le défilé, par détachement d'une trentaine d'hommes, dans l'ordre alphabétique : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo.

Les soldats togolais sont arrivés mardi à Paris ; ils répètent depuis sur une base militaire située en région parisienne avant le jour J.

Le président Faure Gnassingbé sera sur la tribune présidentielle, Place de la Concorde, pour assister à ce défilé exceptionnel.

2010 marque le 50e anniversaire de l'accession à l'indépendance pour 17 pays africains, dont 14 sont d'anciennes colonies françaises.



Enseignement Togo La France appuie la refondation du système éducatif avec un million d'euros

La France appuyera pour 656 millions de francs Cfa, soit un million d'Euro, la refondation du système éducatif togolais au terme d'une convention de financement signée jeudi dans la capitale togolaise, a appris vendredi l'Agence Xinhua du ministère togolais de l'Economie et des Finances.

Les documents à cet effet ont été signés par le ministre de l' Economie et des Finances, M. Adjii Ayassor, et l'ambassadeur de France au Togo, M. Dominique Renaux.

Il s'agit d'une subvention apportée aux activités d'expertise et de renforcement des capacités du ministère des Enseignements primaire et secondaire et de l'Alphabétisation. Elle vient s' ajouter à un financement de 6,5 milliards Cfa accordé par la France au projet « Education pour tous au Togo, en cours de réalisation.

Selon le ministre Ayassor, la signature de cette convention intervient deux mois après l'appui de la France à l'approbation par le Comité du Fonds Catalytique d'une requête de soutien du gouvernement togolais à sa politique de développement du secteur éducatif. **xinhua**



Politique Togo Gilchrist Olympio est totalement perdu, on ne peut plus le sauver

Vendredi, 09 Juillet 2010 04:33 - En scrutant aujourd'hui les faits et gestes du Président national de l'UFC « suspendu temporairement », Gilchrist Olympio, on est tenté de donner raison à l'ancien ministre de la Coopération, Gilbert Bawara, qui, avant 2010, n'avait cessé de traiter le « fils de l'indépendance » d'« amnésique ». Le ministre avait vu très tôt que « l'opposant historique » était en décomposition avancée. Gilchrist Olympio est devenu aujourd'hui « papa wôvoïn », comprenez, un vieux odieux et cynique qui s'emploie à détruire l'œuvre de tant d'années et de tant de sacrifices.

En réalité, quelque chose a disjoncté chez Gilchrist Olympio après sa chute en janvier dernier aux Etats-Unis d'Amérique. Depuis cet accident, il est devenu insaisissable et surprend le peuple togolais ainsi que la communauté internationale par ses prises de position. De la candidature de Jean-Pierre Fabre jusqu'à la décision d'entrer au gouvernement en passant par la proclamation des résultats et la rébellion de Jean-Claude Homawoo, le « Maréchal » n'a fait que du coq à l'âne pour brouiller les pistes. Surtout que les rumeurs étaient persistantes sur ses accointances avec Faure Gnassingbé qui n'hésite pas à l'appeler « papa ». Une affection qui tourne la tête au vieux opposant depuis les conciliabules dans le cadre de la Communauté Sant'Egidio. Pour ceux qui ne le savent pas, le destin de Faure Gnassingbé et celui de Gilchrist Olympio se sont croisés avant la mort du général président. Ainsi, « l'opposant historique » n'aurait pas trouvé d'inconvénient que Faure continue jusqu'en 2008 le mandat de son père quand celui-ci fut imposé le 5 février 2005 par un quarteron d'officiers. Mais du fait des manifestations de rue et de la pression de la communauté internationale, Gilchrist était vite rentré dans les rangs tout en maintenant les contacts avec le nouveau chef du RPT. A preuve, les deux s'étaient retrouvés à Abuja le 25 avril 2005 en plein processus électoral pour proclamer devant l'ex-président nigérian, Olusegun Obasanjo, qu'un gouvernement d'union nationale allait être formé quel que soit le vainqueur du scrutin. Une démarche solitaire menée sans la Coalition des six partis qui avait soutenu le candidat Bob-Akitani. Et face au tollé suscité par cette « nègrerie », selon les termes de Fabre, Gilchrist avait mis ses dix doigts au feu pour dire qu'il n'y avait eu aucun accord. Ce qui avait fait dire à Faure que son « papa » improvisé « n'était pas un homme de parole ». Nous laissons le soin aux lecteurs de faire le reste en passant au peigne fin les faits et gestes du « Maréchal » de 2005 jusqu'à ce jour. Tout simplement, il a bien arnaqué les Togolais en leur promettant les « trois miracles » qui restent comme un rêve dans la panse d'un chien.

C'est alors après cette chute de janvier que le « fils de l'indépendance » a mis en branle la face visible de son dessein. Certains estiment qu'il a fait ce virage pour satisfaire l'unique volonté de sa fille qui aurait épousé le fils d'un riche homme d'affaires togolais alors que d'autres croient dur comme fer qu'il le fait parce que son avenir politique est déjà scellé. Mais il faut faire remarquer que sa démarche ne fait pas l'unanimité au sein de sa propre famille. Ses frères et sœurs ne sont pas d'accord avec lui, tout comme son beau-frère Eric Amerding. C'est donc un Gilchrist totalement perdu qui a craché des contrevérités dans une interview accordée à « togoforum » et reprise par certains journaux de la place. Sur toute la ligne, il a montré qu'il ne contrôle rien et qu'il est un piètre politicien en qui le peuple avait malheureusement eu confiance pendant plusieurs années.

Parlant du parti, il affirme : « En effet, le « Bureau » qui présidait jusque-là aux destinées du parti et dont certains parlent si fièrement, n'en était pas un. C'était plutôt un club d'amis coopté de 78 membres sans légitimité, car ne reposant sur aucune base légale, d'autant plus que les statuts en vigueur n'en prévoient que 16. Il est évident que toute décision prise par ce groupe d'individus est illégale, donc nulle et de nul effet ». C'est curieux que la même personne qui a présidé le congrès des 18 et 19 juillet 2009, puisse parler

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

aujourd'hui d'« un club d'amis coopté de 78 membres sans légitimité ». Est-ce à dire que lui-même, il n'a pas de légitimité ? Ne faut-il pas retourner au congrès avant de rectifier le tir ? Est-ce que le président d'« un club d'amis coopté de 78 membres sans légitimité » a le droit de recomposer un bureau issu du congrès ? Gilchrist Olympio et ses ouailles regroupées au sein du fameux « cabinet du président national » ne cesseront de se ridiculiser.

En plus, l'opposant postiche togolais s'obstine à déclarer que son accord avec le RPT est un partage du pouvoir alors que son co-signataire Solitoki Eso parle de cohabitation. Mais dans les faits, disons que Gilchrist et ses coquins ont une notion bizarre de partage.

Le comble, c'est quand il dit : « Mais depuis quelques années, face à la misère indescriptible dans laquelle baignent nos concitoyens et l'état de déliquescence avancé dans lequel se trouve le pays, l'UFC a décidé de ne plus laisser la gestion des affaires du pays entre les seules mains du RPT ». Faut-il en rire ou pleurer ? Depuis la formation du gouvernement, qu'est-ce qui a changé dans la vie des concitoyens de Gilchrist Olympio ? Rien. Plutôt, il s'est allié avec les partisans du statu quo pour appauvrir davantage ses concitoyens. La récente hausse des prix des produits pétroliers en est une illustration. Et comme tout est lié, cette augmentation a induit la flambée des prix des produits de première nécessité.

Pour ses intérêts et ceux de ses lèche-bottes, le fils de Sylvanus Olympio est aujourd'hui complice de la misère qui sévit au Togo. Tout comme il l'est de la violation massive des droits de l'Homme avec la dissolution d'OBUTS, les kidnappings et les intimidations des populations qui continuent de résister à la « dictature rampante de Faure », une expression souvent utilisée par Me Djovi Gally quand il était dans l'underground avec l'affaire Kpatcha Gnassingbé.

R. Kédjagni
LIBERTE HEBDO TOGO



Le président de l'UFC, Gilchrist Olympio, s'explique longuement jeudi dans les colonnes de Forum de la Semaine sur la crise qui secoue son parti.

Forum de la Semaine : Monsieur le président, vous avez décidé le 15 juin dernier, suite à la grave crise que traverse l'UFC de vous adresser aux militantes et militants de votre parti à travers une lettre circulaire dont l'objectif est, dit-on, de recadrer le fonctionnement des organes. Mais cette lettre est déjà sujette à polémique dans la presse qui parle de dissolution de l'ancien bureau national. Pouvez-vous éclairer l'opinion sur la portée de cette lettre ?

Gilchrist Olympio : Merci d'abord pour l'opportunité que vous m'offrez d'éclairer les militantes et militants de l'UFC et au-delà, l'ensemble de nos compatriotes sur la crise qui secoue actuellement notre parti et face à laquelle il nous faut réagir de façon énergique avant qu'il ne soit trop tard. En fait, il ne s'agit pas d'une dissolution du « Bureau National » comme d'aucuns veulent le faire croire. Mais plutôt d'un recadrage qui vise à faire correspondre la composition de ce « Bureau » aux prescriptions de nos textes en vigueur.

En effet le « Bureau » qui présidait jusque-là aux destinées du parti et dont certains parlent si fièrement, n'en n'était pas un. C'était plutôt un club d'amis copté de 78 membres sans légitimité car ne reposant sur aucune base légale, d'autant plus que les statuts en vigueur n'en prévoient que 16. Il est évident que toute décision prise par ce groupe d'individus est illégale, donc nulle et de nul effet.

Il est bien vrai que le dernier congrès tenu les 18 et 19 juillet 2008 avait recommandé au « Bureau National » de parachever l'adoption des nouveaux statuts et règlements intérieurs et d'effectuer les formalités administratives subséquentes conformément aux dispositions de la charte des partis politiques notamment en son article 17 qui précisent que : « toute modification apportée aux statuts d'un parti politique ou tout changement survenu dans sa direction doit dans les trente (30) jours suivants faire l'objet d'une déclaration au Ministère de l'Intérieur, dans les formes et conditions prévues à l'article 14 ».

Nous venons de faire le constat que, deux ans après, les recommandations du Congrès à cet effet n'ont pas été respectées.

Par conséquent, vous convenez avec moi que les statuts qui régissent actuellement le fonctionnement de l'UFC sont ceux datant de sa création et qui sont les seuls qui existent au Ministère de l'Administration du Territoire. Il convient alors de nous y conformer comme nous le recommande la charte des partis politiques.

Vous avez, le 27 mai dernier, pris la décision de collaborer avec le RPT que vous avez des années durant combattu. Par cette décision, les milliers de Togolais épris de liberté et de justice ne se reconnaissent pas en vous et s'interrogent sans comprendre. Quelles sont véritablement les raisons qui vous ont amené à prendre un tel engagement que vous qualifiez d' « historique ».

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Monsieur le président, dites-nous ce qui a véritablement changé dans la manière de faire du régime RPT et qui vous a séduit ?

Gilchrist Olympio : Vous partez de prémisses qui sont complètement fausses. Notre entrée dans ce gouvernement s'est faite sur la base d'un accord dûment signé. Et il ne s'agit pas d'une collaboration comme vous le dites mais d'un partage de pouvoir. Les Togolais qui ne se reconnaissent pas en cela, ne comprennent pas encore la nature de la lutte. Nous usons de tous les moyens légaux pour atteindre notre objectif.

Nous sommes passés par plusieurs phases de notre lutte, parfois dans le sang. Ce qui nous a permis avec l'ensemble de l'opposition de conquérir certains espaces de liberté. Mais depuis quelques années, face à la misère indescriptible dans laquelle baignent nos concitoyens et l'état de déliquescence avancée dans lequel se trouve le pays, l'UFC a décidé de ne plus laisser la gestion des affaires du pays entre les seules mains du RPT.

Vous savez, dans l'Europe d'après guerres, les partis communistes avaient participé à plusieurs gouvernements libéraux de reconstruction mais ils n'ont pas pour autant cessé d'être communistes. Mieux encore, les américains ont participé avec les communistes et la mafia à la reconstruction du port de Marseille. Cela n'a pas aussi empêché les uns et les autres de garder leurs idéologies.

C'est ainsi que par deux fois c'est-à-dire en 2005 et en 2006 nous avons tenté en vain de rentrer au gouvernement faute d'un accord politique sur un partage de pouvoir.

On vous prête des intentions pour l'acte que vous avez posé le 27 mai. Ne pensez-vous pas que votre acte serait compris et très applaudi s'il était intervenu quelques années plus tôt. Il aurait d'ailleurs le mérite d'avoir épargné des vies humaines et contribué à la refondation de la nation togolaise. Mais, vous avez plutôt contribué par votre refus obstiné de collaborer au pourrissement de la situation pour prendre aujourd'hui une décision qui ne fait pas l'unanimité au sein de votre famille politique puisqu'une grande majorité de vos militants contestent cette décision.

Gilchrist Olympio : Cette question suggère que vous comprenez mieux notre stratégie que nous mêmes. Ceux qui ont versé leur sang sont les héros de notre Nation. Chaque chose a son temps et chaque chose a sa place.

La direction de notre parti est convaincue que l'acceptation de prendre part au gouvernement est arrivée au bon moment si nous tenons compte des facteurs internes et externes.

Quant à l'applaudissement de la population, tout ce que je peux dire, c'est que nous venons de commencer un exercice pédagogique qui, nous en sommes convaincus, va produire des fruits dans un avenir très proche.

Vos détracteurs vous accusent d'avoir pris la décision unilatérale de faire participer l'UFC au gouvernement. Est-ce vrai cela ? Si non, expliquez-nous comment ça s'est passé avant que vous ne preniez l'engagement de participer au gouvernement ?

Gilchrist Olympio : C'est une fausse accusation. Ce n'est pas dans mes habitudes de porter des réponses à chaque groupuscule politique décidant de jouer aux détracteurs.

Nous avons eu des contacts même au temps de Gnassingbé 1er, officiellement avec le RPT, officieusement et des fois même clandestinement à Rome (San Egidio), à Paris, à Ouagadougou (à plusieurs reprises), à Accra sans oublier Lomé. Et ça, tous les cadres du parti en ont pris part.

Parler de décision unilatérale c'est travestir la vérité. Même quand l'offre de négociation a été faite par le RPT après l'élection présidentielle du 04 mars dernier, j'ai pris soin d'en discuter à mon domicile avec

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de l'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

certaines personnalités de référence du parti dont Jean-Pierre Fabre, Patrick Lawson, Me Georges Lawson, comme cela a été toujours le cas chaque fois qu'une décision d'une telle importance devait engager l'UFC. J'ai pris acte de leur avis que j'ai intégré dans l'ensemble des positions.

Même sur la question, avec une bonne partie des membres du « Bureau National », j'ai consulté les Fédérations qui sont le socle de notre parti. Elles m'ont encouragé à poursuivre les négociations avec le RPT.

Au fond, personne au sein du « Bureau National » ne s'est opposé aux négociations et à une éventuelle entrée au gouvernement. Seulement, certains ont cru qu'ils étaient plus qualifiés pour conduire ces négociations. Mais je voudrais rappeler que le seul fait d'avoir porté les couleurs du parti à une élection présidentielle ne confère pas le droit de supplanter le Président. Et l'UFC n'est pas le seul parti où une personne autre que son Président a représenté le parti à l'élection présidentielle du 04 mars 2010. Nous avons vu comment les autres formations politiques ont procédé.

Ce n'est pas aussi la première fois que le président de l'UFC ne participe pas à l'élection présidentielle, mais les négociations qui s'en sont suivies ont toujours été conduites par lui conformément aux statuts en vigueur. Vous pouvez vous rappeler de 2003 et de 2005 où Monsieur Bob Akitani, alors 1er Vice-président de notre parti a été candidat. Mais nous n'avions pas connu tout ce désordre qu'il y a aujourd'hui.

Ce qui revient à dire que l'argument d'une démarche solitaire de ma part que brandissent certains membres du Bureau National pour justifier tout le mal qu'ils font au parti actuellement n'est qu'un alibi qui voile un complot visant à détruire politiquement ma personne dans l'unique but de prendre contrôle du parti.

Au jour d'aujourd'hui, il y a comme une confusion au sein de l'opinion. Monsieur le président, quelle UFC participe au gouvernement, UFC version Gilchrist Olympio puisqu'il y a une autre UFC incarnée par Fabre et Cie qui continue de battre le pavé chaque samedi au sein du FRAC ?

Gilchrist Olympio : Il n'y a pas de confusion possible ; il n'y a au Togo qu'un seul parti politique dénommé Union des Forces de Changement (UFC) dont je suis le Président, qui a signé les accords politiques avec le RPT et qui est représenté au gouvernement.

Nous avons tous la capacité de rassembler quelques dizaines de milliers de personnes à la plage ou dans tout autre endroit du pays pour faire écouter un message plus ou moins rationnel ou intelligent. Ceci n'est pas notre objectif.

Nous avons eu dans le temps à plusieurs reprises à drainer des centaines et des centaines de milliers de personnes sur toute l'étendue du territoire togolais et nous avons tiré la conclusion qu'en plus de cela il faut mettre en place une politique cohérente de changement et de redressement. C'est ce que les populations semblent finalement comprendre et qui explique d'ailleurs la diminution croissante des marcheurs de samedi et des porteurs de bougies de mercredi.

Ministres UFC assis à la même table avec ceux du RPT, une première dans l'histoire du Togo. On ne peut que souhaiter ça pour que le Togo redémarre. Mais des inquiétudes subsistent quant aux chances de succès de cette « nouvelle aventure ». Monsieur le président, croyez-vous à la bonne foi du régime RPT ? Si oui quelles marges de manœuvres disposent vos ministres pour faire « bouger » les choses ?

Gilchrist Olympio : Si je devrais recommencer aujourd'hui, je prendrai encore le même chemin c'est-à-dire le partage de pouvoir.

Quant à la bonne foi du RPT et même de l'UFC, je peux dire tout simplement, citant un proverbe du pays que « c'est seulement en allant au fond de la rivière que l'on peut dire si le crocodile est malade ou en bonne santé ».

Je voudrais néanmoins souligner que c'est la première fois dans notre pays que les deux grands partis totalisant plus de 90% de l'électorat ont décidé de signer un accord permettant d'avancer. Attendons de voir le résultat. D'ailleurs, la porte par laquelle nous avons contracté cet accord reste grandement ouverte.

Monsieur le président, dites-nous sincèrement ce que vous avez ressenti à l'annonce de votre « expulsion » du parti par un « certain » secrétaire général ?

Gilchrist Olympio : Est-ce que ça vaut même la peine de répondre à cette question ? Mais ce que je peux vous dire c'est que la seule chose que les dictateurs n'ont pas pu enlever à leurs peuples, c'est le droit de rêver.

Les récents événements prouvent à suffisance que votre parti l'UFC est au bord de l'implosion. Comment entendez-vous remettre de l'ordre dans la famille et ramener la confiance au sein des troupes. J'imagine que la tâche ne vous sera pas facile.

Gilchrist Olympio : J'ai été longtemps retenu à l'extérieur pour des raisons que vous connaissez tous. Le parti était donc géré par certains collaborateurs en qui nous avons mis toute notre confiance. Le constat est là aujourd'hui et vous venez de le souligner. Mais le peuple qui a mis tout son espoir en l'UFC de connaître un jour l'alternance politique dans notre pays ne nous pardonnera pas si nous laissons notre parti sombrer définitivement au nom des intérêts égoïstes d'une minorité d'individus constitués en club d'amis. Nous allons donc donner la parole aux militants de base des fédérations pour qu'ils s'expriment sur la question, à travers un congrès extraordinaire que nous allons convoquer dans les prochaines semaines.

En attendant le prochain congrès pour se pencher sur ces questions, quel message avez-vous à l'endroit du peuple togolais en général et de vos militants en particulier ?

Gilchrist Olympio : Je n'ai pas la prétention de me substituer ni à Mahomet ni à Jésus mais mon combat a toujours été de redonner au peuple togolais toute sa dignité et tout le bonheur qu'il mérite. Je saisis cette opportunité pour inviter les populations togolaises des villes, des villages et des hameaux à s'engager dans cette nouvelle donne politique. Leurs sacrifices dans la lutte engagée depuis plus de 40 ans pour la conquête des libertés fondamentales et des droits humains ont été déterminants.

La nouvelle phase de combat politique qui vient de s'ouvrir pour l'instauration d'une véritable démocratie devant aboutir à l'alternance politique tant souhaitée, nécessite également leur soutien et leur adhésion effectifs.

A nos militants je voudrais sincèrement exprimer notre regret par rapport à la crise interne qui secoue actuellement le parti. Mais je tiens à les rassurer que cette situation va bientôt se clarifier. Dans les prochains jours des informations seront portées à leur connaissance pour leur permettre de faire la part des choses sur la campagne d'intoxication, de dénigrement et de désinformation savamment orchestrée depuis quelques mois contre ma personne et le parti.

En conséquence, j'exhorte le Bureau National, les Fédérations de l'UFC et le peuple togolais dans son ensemble à demeurer fermes et mobilisés face aux manœuvres visant à nous détourner de notre objectif, à savoir le bien-être de la population.

© Forum de la Semaine N°735 du 8 Juillet 2010

L'Hexagone n'est peut-être pas un parangon de vertus, le meilleur modèle qu'il soit de valeurs, et comparaison n'est pas raison. La France et le Togo sont diamétralement opposées, sur tout. Mais un adage dit que la meilleure instruction qui soit c'est de prendre exemple, le bon, sur les autres. Et sur ces thèmes sus-évoqués, l'exemple français doit faire des émules dans notre pays.

Cure d'austérité vous avez dit ?

Le vendredi 18 juin dernier, le gouvernement Houngbo II décida cyniquement la hausse des prix des produits pétroliers. Le litre du super sans plomb, du gasoil et du mélange 2 temps a été augmenté de 75 F CFA et le pétrole de 85 F CFA. Il a fallu un soulèvement social le mardi 22 juin, et la menace d'une grève le vendredi 2 juillet pour voir l'Etat faire une courte marche en arrière en réduisant toutes ces hausses de 20 F CFA. L'argument massue évoqué par le ministre Seth GOZAN pour justifier cette décision assassine était que l'Etat n'a plus les moyens de subventionner le carburant. Le gouvernement était essoufflé et ce sont les populations qui doivent renflouer ses caisses. Il faut donc saigner à blanc le peuple pour, argue-t-on, construire des routes, des hôpitaux, bref, réaliser des œuvres sociales.

L'Europe est actuellement touchée par une récession généralisée. Les économies de la plupart des pays sont affectées, et pour tenir le coup, les gouvernements optent pour des plans d'austérité budgétaire. De l'Espagne à l'Angleterre en passant par l'Allemagne, des plans d'austérité gouvernementale sont décrétés. En France, ce sont des mesures draconiennes qui sont prises et les officiels de l'Etat contraints de réduire leur train de vie. Un certain quota de collaborateurs à ne pas dépasser est fixé pour chaque ministre et chaque secrétaire d'Etat. Pour certains déplacements, les officiels sont conviés à prendre des métros en lieu et place des avions. Toutes ces mesures visent donc à réduire les frais pour l'Etat.

La charité bien ordonnée commence par soi-même. Le gouvernement français et les pays de l'Union Européenne l'ont compris et veulent commencer la crise d'austérité par les membres du gouvernement, avant de faire participer éventuellement leurs compatriotes. Mais au Togo, on laisse les ministres et autres officiels conserver tous les privilèges et leur train de vie, et on saigne les populations qui ont déjà un pouvoir d'achat assez bas et végètent dans la misère, en augmentant les prix des produits pétroliers. A titre d'illustration, Faure Gnassingbé est encore deux avions, parcourant le monde alors qu'on argue que l'Etat est paumé.

Des scandales financiers et autres affaires louches

Le pouvoir français est actuellement secoué par la fameuse affaire BETTENCOURT. Le comptable du milliardaire a révélé avoir remis en 2007 à l'actuel ministre du Travail Eric WOERTH, alors directeur de campagne du candidat Nicolas SARKOZY lors de la présidentielle de cette année, comme participation à sa campagne une enveloppe de 150 000 euros. Cette affaire fait actuellement grand bruit et ébranle tout le pouvoir français. Le Premier ministre François Fillon et tout le gouvernement tentent d'apporter tout leur soutien à Eric Woerth, mais ils n'arrivent pas à étouffer la polémique. Même la plainte déposée par le ministre n'y a rien pu faire. Aujourd'hui c'est la Justice et le Parlement français qui se sont saisis du dossier et recommandent des enquêtes judiciaire et parlementaire.

Il y a quelques jours ce sont deux membres du gouvernement, Alain JOYANDET et Christian BLANC qui ont été contraints à la démission, éclaboussés par des scandales financiers. Et là aussi la Justice et le Parlement

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

se sont saisis de ces cas, pour que toute la lumière soit faite. Si seulement ces bonnes mœurs pouvaient faire tâche d'huile au Togo !

Des scandales financiers éclaboussent régulièrement des ministres et autres dignitaires du pouvoir. Des noms sont cités dans des affaires louches et des dossiers obscurs. Des affaires de détournement de deniers publics, de malversations financières, d'enrichissement illicite, de corruption éclatent au quotidien. A celles qui éclaboussent au grand jour s'ajoutent d'autres qui se déroulent en tout silence, mais la Justice et le Parlement togolais ne savent que faire. Des ministres sont accusés d'avoir détourné les dons des sinistrés d'inondations, d'autres taxés de mener une vie sultanesque. Le bruit a entre-temps couru qu'un préposé au gouvernement dans le cercle fermé du « Leader nouveau » a climatisé son garage, l'autre qui fait office de Vice-président de la République est soupçonné de diplômes douteux-suivez les regards. Le ministre Kokouvi DOGBE a été cité dans une affaire de backschisch de 100 millions F CFA comme prime de bonnes affaires réalisée par la société Togo Cellulaire. Le nom de Sam BIKASSAM a été abondamment cité dans une affaire de malversations autour de 40 milliards F CFA à Togo Télécom. Le sommet de l'Etat même n'est pas épargné. Le candidat du pouvoir est accusé, à tort ou à raison, d'avoir dépassé pour l'élection du 4 mars dernier, le plafond des dépenses légalement fixé à 50 millions F CFA. Et ses détracteurs chiffrent sa campagne en milliards FCFA.

Fondés ou pas, la plupart de ces scandales qui ont été révélés par la presse indépendante devaient faire l'objet d'enquêtes tant judiciaires que parlementaires. Ce serait l'occasion d'établir la vérité et de blanchir les accusés, si les enquêtes les dédouanent. Leur honneur se trouverait ainsi sauvegardé. Mais en aucun moment la Justice et le Parlement togolais ne se sont intéressés à ces dossiers, laissant ainsi toutes ces manœuvres de l'ombre continuer, et leurs auteurs se la couler douce. Une caution tacite donc à ces pratiques. Kokouvi DOGBE éclaboussé par l'affaire TOGOCEL a été même décoré lors de la célébration du cinquantenaire de l'indépendance du Togo le 27 avril dernier. Le Fonds d'entretien routier (Fer) a été dissous en 2008 et remplacé par le Fonds routier (Fr), mais l'auteur de sa gestion calamiteuse, le sieur Ferdinand TCHAMSI qui a eu à gérer des dizaines de milliards F CFA court les rues. L'audit diligent à l'ex-OTP avait décelé un trou de 300 milliards F CFA, mais ici également le responsable de cette gestion n'est pas inquiété jusqu'à ce jour. C'est cela le Togo de l'« Esprit nouveau ».

Tino Kossi

LIBERTE HEBDO TOGO

LE TEMPS Publicité Ces multinationales du Sud qui jouent dans la cour des grands au Mondial 2010

Ram Etwareea vendredi 9 juillet 2010



Yingli Solar est l'un des plus grands fabricants mondiaux de panneaux solaires. La société est déjà présente aux Etats-Unis et en Europe. (AFP)

Des panneaux publicitaires portant des marques inconnues dans les stades en Afrique du Sud ne passent pas inaperçus. Ces firmes rejoignent pour la première fois Coca-Cola ou Sony dans la course à l'image

Mahindra Satyam (Inde), MTN (Afrique du Sud), Seara (Brésil), Yingli Solar (Chine). Peu connues, ces multinationales de pays émergents inaugurent un nouveau phénomène: elles sont entrées dans le club des sponsors officiels de la FIFA et côtoient les Coca-Cola, Sony, Adidas et Hyundai. Leurs noms ou logos ne passent pas inaperçus sur de larges panneaux publicitaires dans les stades qui accueillent la fête du football. Chacune dans son domaine, ces entreprises jouent déjà sur le terrain des grands et se battent pour conquérir de nouveaux marchés. Qui sont-elles?

Mahindra Satyam est une entreprise d'ingénierie informatique basée à Hyderabad, en Inde. Satyam (son nom original) a été racheté par le groupe industriel Mahindra l'an dernier. L'accord signé avec la FIFA en 2008 porte sur deux aspects: prestations informatiques pour la Coupe du monde 2010 pour 900 millions de dollars et parrainage.

Sous-traitance informatique

La société revient de loin. L'an dernier, Satyam a été englué dans une fraude comptable d'un milliard de dollars. Par la suite, il a été repris par le groupe industriel Mahindra. Par sa présence à la Coupe du monde, Mahindra Satyam tente surtout de rétablir sa crédibilité comme l'une parmi les plus performantes entreprises indiennes de sous-traitance informatique.

La Chine ne s'est pas qualifiée pour la Coupe du monde, mais Yingli Solar, filiale de Yingli Green Energy, premier sponsor chinois de la FIFA, est présent en force dans tous les stades en Afrique du Sud. Le fabricant de panneaux solaires est déjà actif aux Etats-Unis et en Europe, mais vise à agrandir sa part de marché. «La Coupe du monde nous offre une excellente plate-forme qui peut aider à faire mieux connaître notre

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

marque sur chaque marché potentiel», expliquait son directeur le mois dernier au Quotidien du peuple. Dans les stades, la publicité de Yingli Solar apparaît en chinois sur les panneaux électroniques alimentés par le solaire.

Marfrig (Brésil), l'une des plus grandes entreprises alimentaires au monde, a choisi de promouvoir sa marque Seara pendant la Coupe du monde 2010. Ses produits, principalement de la viande frigorifiée, sont distribués dans une centaine de pays. Son contrat porte aussi sur l'utilisation du label de la FIFA sur les emballages.

Ce n'est pas la première fois que Seara s'associe avec le football. La marque est également parrain officiel de la sélection brésilienne ainsi que de Santos, l'un des grands clubs du Brésil.

MTN, multinationale sud-africaine des télécommunications, numéro un en Afrique et active dans de nombreux pays du continent, s'est engagé dès le départ avec la FIFA dans la Coupe du monde 2010. Il s'agit aussi de la première entreprise africaine à parrainer un événement sportif mondial. Le président de MTN, Phuthuma Nhleko, explique que «cet engagement est aussi une façon de montrer au monde que l'heure de l'Afrique est venue».

Depuis plusieurs mois, MTN est en négociation avec Reliance Communications (Inde) en vue d'une fusion. La société sud-africaine ne cache pas ses ambitions de mettre un pied en Asie.

Objectif Brésil 2014

Avant même que le rideau ne tombe sur la Coupe du monde 2010, la course aux sponsors pour l'édition de 2014, qui aura lieu au Brésil, est ouverte. Le chinois Yingli Solar et le brésilien Seara se sont déjà annoncés partants. Une autre entreprise brésilienne, Oi, numéro un dans les télécommunications, a décidé de jouer dans la cour des grands. Le contrat a déjà été signé avec la FIFA, et il s'agit du premier en vue de la prochaine Coupe du monde.



Sports MONDIAL 2010 • C'est l'Afrique qui a gagné

N'en déplaise aux Cassandres, l'organisation du premier mondial africain a été un grand succès. Même si la fête aurait été encore plus belle avec une équipe du continent en demi-finale, estime le Journal du Jeudi.

09.07.2010 | Ernest Diasso | [Journal du jeudi](#)



© AFP Des supporters dans les rues de Johannesburg, juin 2010

Les Cassandre avaient prophétisé une débâcle organisationnelle. Premier pays africain à accueillir la phase finale de la Coupe du monde de football, l'Afrique du Sud devait être un nœud logistique indénouable et un nid d'insécurité. Mais le pays de Mandela n'a guère été pris en défaut. Les infrastructures sportives ont été livrées. Le premier train rapide régional d'Afrique, même s'il n'occulte pas les embouteillages monstres de Johannesburg, a été mis en service et redore le blason du secteur des transports. Près de 500 000 supporters étrangers auraient fait le déplacement. Le pays qui enregistre habituellement cinquante homicides par jour semble même avoir relevé le défi de la sécurité. Le siège principal de la FIFA à Johannesburg a été cambriolée ? Qu'importe. N'est-ce pas le secrétaire général de la Fédération, Jérôme Valcke, qui déclarait : "Nous pourrions dire que c'est un Mondial parfait" ?

D'ailleurs, la bataille des statistiques ne devrait pas occuper les esprits très longtemps. C'est une foi panafricaine revivifiée qui habitera quelque temps le cœur des Africains. La persistance rétinienne des Occidentaux, elle, conservera le spectacle d'une joyeuse kermesse multicolore dans une contrée elle-même "arc-en-ciel". Et tant pis si les tympan bougons croient souffrir du traumatisme de la vuvuzela. Celle-ci n'est-elle pas devenue le produit sud-africain le plus acheté par les touristes ? Bien sûr, comme l'avvers de la médaille a son revers, l'enthousiaste a son grognon. Dans un bourdonnement digne des trompettes de stade, nombres de supporters se remettent mal de l'élimination des équipes africaines.

Association légalement enregistrée : n° 2367-29 juin 2010-Ministère de 'Administration territoriale

Coordinateur provisoire : Agbéyomé Messan KODJO

Siège social provisoire de l'Association CVU au Togo : Rue Kpondavé, Tokoin Forever BP 519 - Lomé, Préfecture du Golfe, Togo -

Tél : + 228 226 93 41 Courriel : info@cvu-togo.org - Internet : www.cvu-togo.org

Représentation internationale : Courriel : info@cvu-togo-diaspora.org - Internet : www.cvu-togo-diaspora.org

Frustrés et quelques peu ingrats, les puristes indiquent que l'équipe ghanéenne avaient les "moyens" de gagner son match de quart de finale. Ne peuvent-ils simplement retenir qu'à l'échelle du Ghana, aucune autre équipe, même plus expérimentée, n'avait été aussi loin dans les précédentes phases finales ? Et qu'à l'échelle du continent, aucune autre sélection n'est allée aussi loin dans cette compétition 2010 ? S'il est admis que le mondial charrie d'autres vertus que celle du sport, le Ghana en est incontestablement un vecteur depuis des mois. En Afrique de l'Ouest, la réputation du peuple ghanéen est limpide : travailleur, inventif et pragmatique. En matière de démocratie, il suffit au gouvernement de s'enorgueillir de la première visite du président Obama sur le continent noir. Le peuple ghanéen ne s'y est finalement pas trompé : il a accueilli ses footballeurs en héros...

En se désolidarisant des aigris, il ne faudrait pas basculer dans l'angélisme. Si le président sud-africain Jacob Zuma affirme que la Coupe du monde est un succès économique, l'économiste Christopher Hart estime, lui, que l'événement en soi n'amènera pas de profit au pays organisateur. Pourra-t-on entretenir et rentabiliser, à terme, les infrastructures financées à hauteur de 33 milliards de rands (3,5 milliards d'euros) ? Un stade luxueux comme le "Green point stadium" ne sera-t-il pas délaissé ? Les 40 000 nouveaux policiers ne se tourneront-ils pas les pouces ? Les touristes seront-ils plus nombreux ? A l'ombre des stades, de leurs pelouses verdoyantes et de leurs infirmeries fastueuses, les townships manqueront certainement toujours d'eau, d'égouts et de soins médicaux.

La magie du football aura transformé cet été 2010 en parenthèse historique pour l'Afrique du Sud. Le "soccer" y est bien le sport le plus fédérateur. Mais si le pays va chercher ses meilleures performances sportives dans le rugby, c'est aussi dans cette discipline qu'il puisera la métaphore qui traduit l'attente d'un effet post-mondial : l'essai reste à transformer.